

Print

## Syrie : en route pour un nouvel ordre mondial

De [Michel Raimbaud](#)

Global Research, juin 24, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisaton.ca/syrie-en-route-pour-un-nouvel-ordre-mondial/5457957>



Voici le texte de la Conférence de Michel Raimbaud présentée à la Session de « Relations Internationales » au Congrès sur l'Éthique et la Morale qui a eu lieu à Damas en Syrie les 10 et 11 mai 2015.

Nous vivons un épisode historique. Il engage le destin de la Syrie, l'avenir des Arabes et de l'Islam. Qu'on le veuille ou non, que l'on s'en réjouisse ou que l'on s'en afflige, il remet en question l'ordre établi. C'est pourquoi tous les peuples du monde, de l'Est et de l'Ouest, de l'Orient et de l'Occident, du Nord et du Sud, sont concernés par le grand ébranlement, même si les dirigeants, par déficit de conscience ou excès d'insouciance, semblent parfois hésiter entre les chemins de la paix et le sentier de la guerre.

L'injustice de l'ordre du monde ne date certes pas d'hier. Depuis cinq siècles, l'Occident, européen d'abord, euro-américain ensuite, a soumis la planète à une razzia en règle qui lui a permis d'asseoir sa domination.

Mais l'ordre établi dont il est question ici est celui qui a prévalu durant une double décennie, de 1991 à 2011, lorsque la disparition de l'URSS a ouvert aux stratèges anglo-saxons une fenêtre d'opportunités unique : depuis l'aube de l'impérialisme « moderne », le rêve des géopoliticiens est de faire de la « ceinture verte musulmane » qui court du Moyen-Orient à l'Afghanistan un glacis en mesure d'enrayer l'expansion des empires eurasiens, russo-soviétique et chinois, et donc de préserver l'hégémonie euro-américaine. À l'heure de la guerre froide, il s'agira d'endiguer le communisme. Les États de cette ceinture extensible au gré des événements peuvent être forts à condition d'être des alliés complaisants comme la Turquie de l'OTAN ou l'Iran du Chah, mais ils doivent être faibles s'ils sont perçus comme hostiles, le mieux étant alors de les opposer les uns aux autres (sur une base confessionnelle ou ethnique).

Suite à l'éclatement de l'Union Soviétique, les vastes contrées de l'ex-Asie centrale communiste sont « ouvertes » aux ambitions américaines et la fin de la guerre froide neutralise pour un temps la Russie et la Chine. Le moment semble donc venu pour l'Amérique d'avancer ses pions afin de prendre le contrôle du monde arabe et du monde musulman, de ses ressources, notamment en gaz et en pétrole, et de pousser vers le nord ses avant-postes stratégiques afin d'étrangler les deux Grands de l'Eurasie : il y va des intérêts de l'empire atlantique et du maintien de la suprématie d'Israël en tant que puissance principale de la région.

En tout état de cause, le « moment unipolaire » américain va apporter au monde vingt ans de malheur et d'extrême injustice, comme en témoignent les interventions conduites par Washington et les Européens à partir de 1991 pour démanteler et détruire la Yougoslavie, l'Irak, l'Afghanistan, le Soudan, la Somalie, le Liban, la Libye, le Yémen et bien sûr la Syrie...

Les événements que l'on a qualifiés en Occident de « printemps arabe » ne sauraient être considérés hors de cette logique impérialiste. Ils constituent seulement l'épisode le mieux

1

synchronisé de la séquence évoquée précédemment. Loin de toute conspiration, ils s'inscrivent dans une stratégie dont chacun peut connaître les objectifs et les techniques : il suffit de chercher pour trouver. Comme l'Irak ou le Liban ou la Libye, la Syrie est visée depuis les années 1990 et plus précisément ciblée depuis 2003 par l'Amérique, le plus officiellement du monde. Sous couvert de « promotion de la démocratie », les ONG et « fondations » américaines sont à l'œuvre bien avant 2011 pour former des milliers de « cyber-résistants » de Tunisie, d'Égypte, de Libye, de Syrie (et d'autres pays, en particulier de l'ancienne Yougoslavie, qui aura servi de terrain d'expérimentation, et d'Ukraine).

Durant toute cette période, les principes du droit international (la souveraineté, la non-ingérence, l'obligation de négocier, le droit à l'autodétermination, le droit des peuples à décider librement de leur régime politique...), mais plus généralement la légalité, les usages et coutumes de la vie diplomatique, le respect des diversités seront si malmenés au nom de la « communauté internationale » et des États qui prétendent l'incarner qu'il serait fastidieux de dresser la liste des méfaits de l'unipolarisme américain, toujours drapé dans de nobles principes systématiquement bafoués par lui.

Enfin, quand les principes reconnus ne permettent plus de justifier l'injustifiable, on tentera d'en inventer de nouveaux, en les présentant comme avalisés alors qu'ils ne le sont pas. Inventé par Kouchner à l'occasion de la guerre sécessionniste du Biafra (Nigeria), à la fin des années 1960, le droit d'ingérence humanitaire vise soi-disant à protéger les populations civiles en détresse. Rebaptisé « responsabilité de protéger », il est le cheval de bataille des professionnels de l'ingérence qui entendent l'utiliser pour remplacer les pouvoirs existants par des régimes plus obéissants. Le principe, qui ne figure pas dans la charte des Nations-Unies, est sujet à controverse. Déjà expérimenté contre le Soudan, il sera en mars 2011 le fondement de la résolution 1973 contre la Libye, adoptée en l'absence de veto, qui autorisera l'intervention de l'OTAN dans les conditions que l'on sait, la légalité onusienne étant ouvertement contournée.

Dans un tel climat d'illegalité intégrale, les agresseurs à la manœuvre, d'Orient ou d'Occident, n'ont plus à se soucier des lois et coutumes en vigueur dans les relations internationales, ou même des lois de la guerre, puisqu'ils ne prennent plus la peine de « déclarer la guerre », comme le voudrait l'éthique traditionnelle. Ce qui rend difficile de faire la paix. C'est ainsi que la Syrie sera expulsée d'un épisode qui a marqué un tournant dans l'histoire du conflit.

Dans ce paysage international dévasté, l'entreprise guerrière de l'empire occidental aura fini par se transformer en une guerre universelle, un conflit global, dans lequel la Syrie est un théâtre central, un acteur majeur, un enjeu crucial, un symbole révé. Pour les gens honnêtes, il n'est pas difficile d'identifier les acteurs, les responsables, les alliés et les complices de cet enfer.

2

Il est juste de saluer la détermination du pays légal, de ses institutions, de son peuple, grâce à laquelle la Syrie sortira, espérons-le, victorieuse de l'épreuve, forte de toutes ses communautés, diverse et tolérante comme elle l'a toujours été. Face à l'injustice de la guerre, la diplomatie peut réussir des merveilles, ainsi qu'en témoigne l'issue heureuse d'un épisode qui a marqué un tournant dans l'histoire du conflit.

En septembre 2013, au sortir d'un été violent marqué par une affaire manipulée d'attaque à l'arme chimique, la Syrie est menacée de « frappes punitives » par les maîtres fouettards de la « communauté internationale ». Un événement diplomatique considérable va dénouer cette situation dramatique. Au Sommet du G20 à Saint-Petersbourg, un double accord est conclu entre la Russie et l'Amérique. Une initiative russe, agréée par la Syrie, acceptée par Washington, permet de désamorcer une crise d'importance comparable à celle des fusées de Cuba en 1962 : la Syrie adhère à l'organisation de non-prolifération des armes chimiques, la nécessité d'une solution politique globale est confirmée et l'Amérique renonce à l'option militaire.

Victoire de la science diplomatique, confirmant la renaissance de la Russie et l'émergence du bloc des BRICS à direction russo-chinoise, cet accord symbolise la recomposition de la vie internationale sur de nouvelles bases. La parenthèse se referme. Finie « la fin de l'Histoire ». Adieu le « moment unipolaire » américain. Belle leçon de sagesse et de diplomatie, car il n'est pas facile de faire prévaloir la légalité internationale et les grands principes onusiens contre les partisans de l'ingérence à-tout-va. Pendant quelques jours, le monde a frôlé la guerre mondiale. Pendant quelques mois, il a cru à la dynamique de paix...

Force est de le reconnaître, cette dynamique n'aura pas duré. Moins de deux ans plus tard, en ce mois de mai 2015, il apparaît que les sentiers de la guerre sont malheureusement bien plus fréquentés que les chemins de la paix.

Mais pas trop d'impatience, le monde ancien n'existe plus. La « communauté internationale », celle qui représente 10% de l'humanité, est isolée. La page est tournée sur le « moment unipolaire » qui consacrait le triomphe des « grandes démocraties » et de leur « économie de marché ». Les élites intellectuelles, médiatiques, politiques des « pays de l'arrogance » ont du mal à digérer la fin d'une hégémonie sans partage, qui, avec la fin de l'Histoire, avait vocation d'éternité, mais qui finalement n'aura duré que deux décennies.

Certes, le monde multipolaire que la plupart des pays et peuples de la planète appellent de leurs vœux n'est pas encore en place, bien loin de là. L'accouchement est difficile, mais il est en gestation. L'Occident est disposé à faire des guerres asymétriques ou par procuration, mais il n'a plus ni les moyens ni la volonté de mener des guerres à son propre compte. Nul ne le regrettera, surtout pas les peuples occidentaux, qui n'en veulent plus, fût-ce pour conserver la maîtrise des affaires du monde. Les émergents et les pays de la résistance ne demandent d'ailleurs nullement de remplacer une hégémonie par une autre. Le monde sera multipolaire ou ne sera pas.

3

Il faudra bien que la vraie communauté internationale, celle qui représente l'écrasante majorité de la planète, demande des comptes à ceux qui ont entretenu et entretiennent cette entreprise de massacre et de destruction. L'éthique consiste d'abord à ne pas travestir le calvaire quotidien que vivent les Syriens par une désinformation et une manipulation systématiques des opinions.

Plus que jamais, il faut rappeler l'évidence et ce que commande la légalité. C'est aux Syriens et à eux seuls qu'il appartient de décider de leur destin en toute souveraineté et en toute indépendance. Les dirigeants étrangers, de Washington, de Paris, de Londres, de Riyad, de Doha ou d'Ankara, n'ont aucune légitimité pour le faire à leur place.

En tout cas, il est grand temps que l'on remette le monde d'aplomb, que l'on cesse d'invoquer « le Bien » pour justifier la turpitude et l'injustice, et que l'on cesse d'invoquer les droits de l'homme pour asservir les peuples... Il est urgent que la stabilité et la paix reviennent en Syrie et dans le Grand Moyen-Orient, que la voix de la diplomatie se substitue au fracas des armes et que les va-t-en guerre cessent de faire la loi.

En fait, je viens de décrire et commenter mon ouvrage « Tempête sur le Grand Moyen-Orient », publié à Paris aux éditions Ellipses il y a deux mois, et qui devait être présenté dans une seconde intervention. Je complèterai par quelques précisions et remarques.

Il est important de souligner que ce livre a été achevé et mis à jour vers la fin septembre 2014 : les développements postérieurs (les six derniers mois) ne sont pas pris en compte.

Pourquoi le « Grand Moyen-Orient » ? C'est pour, j'allais dire, rendre un hommage à ma façon à George W. Bush, qui a réussi à endosser la paternité de ce concept créé par les géostratèges néoconservateurs américains.

« Extensible au gré des pulsions américaines, le Grand Moyen-Orient s'étend désormais de l'Atlantique à l'Indonésie, sur plus de 50 degrés de latitude. En raison de sa position stratégique aux confins de l'Eurasie autant que par sa richesse en gaz et pétrole, cette immense « ceinture verte » islamique détient un potentiel de puissance considérable et constitue un enjeu majeur. De son devenir, mis en question par la tempête actuelle, dépend en bonne partie la physionomie de notre monde de demain : sera-t-il unipolaire, aux ordres de l'Occident comme il l'a été depuis la fin de la guerre froide, ou multipolaire comme le préconisent les émergents (et d'autres) ? » Telle est la question posée (sur la couverture arrière du livre).

L'enjeu est de taille : le monde à venir devra être plus équitable, plus juste, plus respectueux des diversités, en un mot multipolaire. Le monde arabe, le monde musulman est le théâtre de cet affrontement planétaire, et les pays qui en font partie en sont les acteurs, les pièces de l'échiquier. Ils ont tous trouvé leur place dans la « Tempête sur le Grand Moyen-Orient ». Si

4

J'ai consacré deux chapitres (sur quatorze) et fait de fréquentes références à la guerre de Syrie, c'est qu'elle cristallise tous les aspects de l'enjeu global mentionné ci-dessus, à savoir le devenir de notre monde à tous, dans le respect de la légalité internationale et de l'égalité souveraine de tous ses États.

Il m'a paru nécessaire de replacer ces événements qui agitent le monde, ses politiques, ses diplomates, ses militaires, ses intellectuels et ses médias dans leur contexte universel. En effet, ceux qui veulent interdire toute compréhension des faits (et ils sont nombreux), s'appuient à « saucissonner » les problèmes, à les retirer de leur contexte, à en escamoter les tenants et aboutissants, notamment au plan géopolitique. J'ai donc voulu offrir une grille de lecture plausible des événements actuels, dans leur cadre historique, géographique et géopolitique. Pour être recevable et crédible, une thèse doit satisfaire à plusieurs conditions :

- - Être honnête et ne comporter ni erreurs grossières, ni falsification des réalités
- - Avoir une logique intrinsèque et une cohérence interne
- Rendre compte globalement de l'ensemble des faits et des situations, de leur déroulement et de leur enchaînement.

À l'auditoire de décider si l'approche dont j'ai fait état répond à ces critères, aux lecteurs de voir de voir si « Tempête sur le Grand Moyen-Orient » rend compte de l'ensemble des faits et de leur enchaînement en ce qui concerne le passé, le présent et même l'avenir (tel qu'il s'est déroulé durant les six derniers mois).

[Michel Raimbaud](#)

ex-Ambassadeur (retraité)

Copyright © 2015 Global Research